

Je tiens à rappeler à ma collègue libérale exactement ce qu'on peut lire dans cet éditorial:

Le chef libéral John Turner déclare: «Il n'y a pas un seul nouvel emploi de prévu dans le budget.»

C'est la première chose qu'il ait dite.

**Mme Pépin:** C'est vrai.

**M. Holtmann:** L'éditorial poursuit:

Faux. Des dizaines de milliers d'emplois y sont prévus.

«Notre rythme de création d'emplois devrait, une fois de plus, dépasser cette année celui de tous les autres grands pays industrialisés», a affirmé M. Wilson dans son exposé budgétaire. «Une forte croissance de l'emploi s'accompagnera d'une augmentation marquée de la population active». Même avec l'arrivée de nombreux Canadiens sur le marché du travail, le ministre des Finances prédit que le taux de chômage tombera de 9,4 à 9 p. 100.

**Mme Pépin:** Je veux des faits.

**M. Holtmann:** Ce sont des faits. L'éditorial poursuit:

M. Turner est, bien sûr, parfaitement libre de contester les projections de M. Wilson et d'y opposer sa propre analyse pour montrer que l'embauche n'augmentera pas. Les Canadiens pourront ensuite se prononcer entre les deux analyses, en tenant compte du fait que jusqu'ici les prévisions de création d'emplois de M. Wilson ont été beaucoup plus justes que celles de M. Turner. Mais l'affirmation catégorique de M. Turner selon que aucun nouvel emploi n'est prévu est tout simplement fausse.

Autrement dit, les Canadiens d'un bout à l'autre du pays ont reconnu que les affirmations du chef de l'opposition officielle, l'homme qui aspire à devenir premier ministre, étaient totalement fausses. Il s'agit là d'un éditorial du *Winnipeg Free Press*, et c'est ce que nous entendons de la part des Canadiens moyens qui ont écouté la présentation de notre budget et ce qu'il fallait en dire. Je vais maintenant passer au Nouveau parti démocratique en continuant de citer l'éditorial du *Winnipeg Free Press*:

Lorne Nystrom, du NPD, déclare: «Le budget ne prévoit rien pour les industries de ressources naturelles, pour les céréaliers de l'Ouest ni pour les agriculteurs en général».

En fait, il y a quelque chose pour les céréaliculteurs—la tranche de l'an prochain de l'aide gouvernementale de un milliard de dollars. Il est étrange d'entendre déplorer l'absence d'une aide supplémentaire pour l'industrie pétrolière de la part du député d'un parti qui a protesté à grands cris contre l'aide que le gouvernement a tenté de donner à cette industrie par le passé.

Le ministre des Finances du Manitoba, Eugene Kostyra...

Soit dit en passant, M. Kostyra vient de présenter son budget, et j'y reviendrai un peu plus tard. Je poursuis:

«Apparemment, il n'est pas vraiment sérieux lorsqu'il dit qu'il veut établir une fiscalité juste au Canada... Il aurait pu signaler clairement que le système fiscal est injuste et supprimer certaines des échappatoires les plus flagrantes.»

Encore inexact. Le ministre s'est exprimé clairement disant que le système actuel est injuste et qu'il était déterminé à établir une fiscalité juste. Il a notamment dit: «Un régime fiscal plus juste et plus efficace complètera et renforcera les possibilités économiques de chaque Canadien...»

C'est exactement là ce qu'a dit notre ministre des Finances.

Et encore:  
La taxe fédérale de vente est injuste et inefficace... Nos propositions de réforme fiscale rendront le régime des impôts plus équitable, moins complexe et plus compréhensible. Elles reflèteront notre attachement au progrès économique et à la justice sociale.»

Voilà exactement ce qu'a dit notre ministre des Finances et pourtant, le ministre des Finances de la province du Manitoba n'en prétend pas moins que le ministre n'y a même pas fait allusion. Je me demande si ces gens-là sont capables d'écouter, d'entendre et de comprendre. Apparemment pas. Je me permets de poursuivre, car je trouve cet éditorial fort intéressant et je sais que les députés de l'opposition veulent en entendre davantage même si leur point de vue doit en souffrir:

### Le budget—M. Holtmann

M. Kostyra savait, avant que le discours du budget ne soit prononcé, que les propositions de réforme fiscale n'y figureraient pas. Il savait qu'elles seraient présentées au Parlement dans les mois à venir. Lorsqu'elles seront présentées, il pourrait fort bien conclure qu'elles n'apportent pas le genre de réforme qu'il aurait souhaité. Tant qu'elles ne seront pas mises en pratique, il ne peut pas prétendre que le gouvernement devrait faire davantage pour éliminer les échappatoires existantes. Par contre, il n'a aucune raison de déclarer, au vu des déclarations de M. Wilson et sans la moindre preuve, que la réforme fiscale n'intéresse pas le ministre fédéral.

Je pense que, de la part du rédacteur en chef, c'est une déclaration bien pesée. Elle montre exactement ce à quoi fait face notre ministre en matière de réforme. Il n'a jamais reculé. Il est prêt à tout affronter lorsque le moment sera venu.

A la fin de l'éditorial on peut lire:

M. Turner et M. Nystrom sont membres de l'opposition fédérale et, à ce titre, on les considère libres de ne pas être trop précis dans leurs chiffres. Par contre, M. Kostyra n'est pas un simple opposant. C'est le ministre des finances du Manitoba. En tant que tel, il doit travailler en collaboration avec le gouvernement fédéral pour défendre les intérêts de la province. Une partie de son travail consiste à dénoncer les politiques fédérales lorsqu'elles sont contraires aux intérêts de la province. Mais dire de son collègue fédéral que c'est un menteur, sans la moindre preuve, c'est de la politique mesquine et irresponsable, pas une défense raisonnable des intérêts de la province.

Voilà le point de vue de quelqu'un du Manitoba, un rédacteur en chef, qui montre bien que nous sommes sur la bonne voie. Nous nous attaquons aux problèmes dont nous avons hérité. Nous voudrions une attitude plus constructive à l'égard de l'économie en général.

Lorsque j'ai participé aux élections dans ma circonscription, j'étais nouveau et je voulais aider une région. J'ai fait certaines déclarations. J'ai notamment promis de voir ce que je pourrais faire pour faire renaître une certaine activité économique dans les parcs commerciaux que nous avons, un à Selkirk, un parc industriel où plus la moitié des édifices étaient vides. Il n'y a aucune activité du tout. Il y avait, si je ne m'abuse, deux édifices d'environ huit ou neuf étages où régnait une certaine activité. Grâce aux taux d'intérêts actuels et au fait que les investisseurs ont de nouveau confiance dans l'économie, ce parc industriel se remplit et il emploie un plus grand nombre de gens.

• (1720)

**M. Riis:** Où est-il?

**M. Holtmann:** A Selkirk. Le député voudrait peut-être vérifier. Dernièrement, le journal de Selkirk a dit dans un article que le parc industriel commençait à prospérer. En toute franchise, que pouvait-on faire lorsque les taux d'intérêts atteignaient 22 p. 100? Nous avons maintenant raffermi notre économie à un point tel que les investisseurs ont retrouvé confiance. Ils voient que le gouvernement gère bien les finances publiques. Nos déficits commencent à baisser. Les déficits ne nous plaisent pas non plus, mais nous ne pouvons pas les faire disparaître d'un coup de baguette magique. Une bonne gestion financière va réduire graduellement le déficit et entretenir la confiance des investisseurs. J'ai le plaisir de pouvoir dire que c'est effectivement ce qui se passe dans ma circonscription. Nous voyons la création d'emplois reprendre de l'essor dans le secteur privé. Il ne s'agit pas des programmes de création d'emplois gouvernementaux dont nous avons déjà entendu parler. Le NPD considère que, pour créer des emplois il faut que le gouvernement aille embaucher tous les chômeurs. S'il en avait la possibilité, je suis sûr qu'il embaucherait tous ceux qui